# « Instruire, socialiser, qualifier »

## De la nécessité de la réforme du système éducatif comme réponse aux changements du marché du travail

L'offre d'emploi au Luxembourg a profondément changé depuis les années 1980. L'économie, d'abord agraire puis sidérurgique jusqu'à la crise des années 1970, est aujourd'hui dominée par le secteur tertiaire. La capitale, où de nombreuses institutions européennes se sont fixées, est devenue une place financière influente. Depuis, la concurrence européenne et mondiale s'est accrue. Afin de garantir un emploi élevé, le gouvernement diversifie encore son économie et encourage le développement de pôles de recherche. Des entreprises internationales, multiculturelles, d'envergure mondiale : groupes industriels, géants de la technologie, de la communication ou des médias sont déjà accueillis au Grand-Duché. L'Université du Luxembourg a été fondée pour contribuer à créer de nouveaux secteurs d'activité.

Parallèlement, depuis quelques années, les offres d'emplois aux qualifications pointues ont largement pris le pas sur celles ne demandant aucune formation. Cette main-d'œuvre peu chère dans les pays émergents y attire certaines de nos entreprises qui y délocalisent leurs activités.

Pourtant, c'est à l'étranger que les entreprises installées au Luxembourg recrutent leur personnel multilingue et qualifié, puisque l'offre nationale est insuffisante. D'un autre côté, encore trop de jeunes quittent l'école sans formation et se retrouvent lâchés sur le marché du travail sans compétences, sans bagage.

Ainsi, le chômage des jeunes est une des conséquences directes de la crise qui sévit actuellement. Elle a durement atteint les actifs de 16 à 25 ans. En 2011, ils étaient 14 % au chômage, un chiffre pas trop élevé quand notre pays affiche seulement 6 % de chômage pour l'ensemble de sa population.

Quel serait donc le profil des personnes dont notre pays aurait besoin ? Nul ne le saura précisément. Mais les mots-clés, les critères de sélection souvent entendus sont compétence, flexibilité, mobilité et sociabilité.

**Mutation de la société, révolution technologique, internationalisation sont autant de bouleversements profonds auxquels l'école du XXIe siècle ne peut être insensible.**

Si le marché du travail a changé, la société luxembourgeoise a elle-même subi de profondes mutations. Ceci s'observe aujourd'hui dans les écoles par la diversité d'origines sociales et culturelles de ses élèves. Ils sont 60 % à l'école fondamentale et 40 % dans l'enseignement secondaire qui ne parlent pas le luxembourgeois comme première langue. S'il est vrai que cette hétérogénéité est difficile à gérer au quotidien dans les classes, il convient de la considérer comme une richesse et non une tare.

L'invention de l'informatique, puis du web, introduits dans notre quotidien, ont rétréci les distances, démultiplié les informations, interactions et jeux, imposé la mondialisation, accru la vitesse des changements, exigeant toujours plus de mobilité, d'adaptabilité, de qualifications. Mais ces changements s'accompagnent encore d'une autre mutation sociale : celle au sein du noyau familial, éclaté ou non. L'éducation, moins dirigiste, est tournée vers d'autres impératifs, tels que l'autonomie, l'épanouissement individuel, le droit de l'individu. Ainsi, nous avons pu le constater, les jeunes acceptent toujours plus difficilement l'autorité à l'école et remettent en question la mise en pratique des savoirs et des contenus transmis par celle-ci.

Mutation de la société, révolution technologique, internationalisation sont autant de bouleversements profonds auxquels l'école du XXIe siècle ne peut être insensible. Devant l'urgence et l'envergure de cette mission, des pays d'Europe et d'ailleurs adaptent leur système scolaire afin d'être à la hauteur de ces changements et des nouvelles exigences ; le Luxembourg n'est pas en reste. Après l'instauration de la réforme de l'enseignement fondamental et celle de la formation professionnelle, la réforme des lycées est à l'étude depuis deux ans.

### Les réponses de l'école luxembourgeoise

Il convient tout d'abord de se poser des questions de principe :

- que doit faire l'école pour qu'au sein de cette société, le jeune puisse s'y retrouver, y jouer un rôle actif et progresser ?
- comment, face à l'hétérogénéité des élèves, chacun portant en lui une culture, un cadre familial et un niveau social différents, l'école peut-elle mettre à profit toutes ces disparités et permettre à chaque élève de s'épanouir ?

Elle doit nécessairement élargir sa mission ; ainsi, à la mission d'enseigner s'ajoute peu à peu la mission d'éduquer.

*Les ambitions de l'école : justice sociale et excellence*

« Instruire, socialiser, qualifier » : tels sont les mots d'ordre de l'école luxembourgeoise ; la réforme du système éducatif propose des mesures qui s'articulent autour de quatre piliers qui visent l'épanouissement du jeune en tant qu'individu, son évolution par rapport aux autres, par rapport au monde et enfin par rapport à son futur.

→ Le jeune en tant qu'individu ; il s'agit de le rendre fort de corps et d'esprit. Le projet de réforme prévoit des mesures comme le *tutorat,* un accompagnement personnalisé de l'élève, mais aussi des activités de connaissance de soi ou de cheminement personnel.

→ Le jeune dans le monde. C'est lui apprendre à vivre et progresser dans un monde qui évolue vite, mais aussi le sensibiliser à la durabilité. Un des piliers de la réforme prévue est le concept du *travail personnel* à réaliser par l'élève en classe de 2e. Le travail personnel a pour finalité pédagogique de faire preuve de sa capacité à planifier et à réaliser un projet, à sélectionner et à utiliser les outils et méthodes appropriés et à présenter son travail. D'autre part, par l'acquisition de connaissances, de savoirs et savoir-faire à travers des projets interdisciplinaires, il obtient le bagage nécessaire pour comprendre le monde qui l'entoure et s'y impliquer.

→ Le jeune dans son évolution future. Il revient à lui donner les outils et les compétences nécessaires afin qu'il puisse se définir et se redéfinir tant dans sa carrière scolaire que dans sa vie professionnelle. Une des réponses de l'école est la redéfinition de son *orientation* et la définition des compétences qui lui permettent de s'engager avec succès dans un projet de vie.

→ Le jeune et les autres. C'est lui apprendre à vivre avec les autres et devenir un citoyen responsable.

*Un fil rouge : l'approche par compétences*

L'approche par compétences de par le fait qu'elle imprime un caractère durable aux apprentissages est à la base des projets de réforme de l'école luxembourgeoise. Sous le terme de « compétences », on entend l'ensemble de savoirs, savoir-faire et attitudes qui font qu'un individu est capable, en les mobilisant et les combinant, d'agir au mieux dans sa vie professionnelle, citoyenne et personnelle.

*La mise en place des mesures*

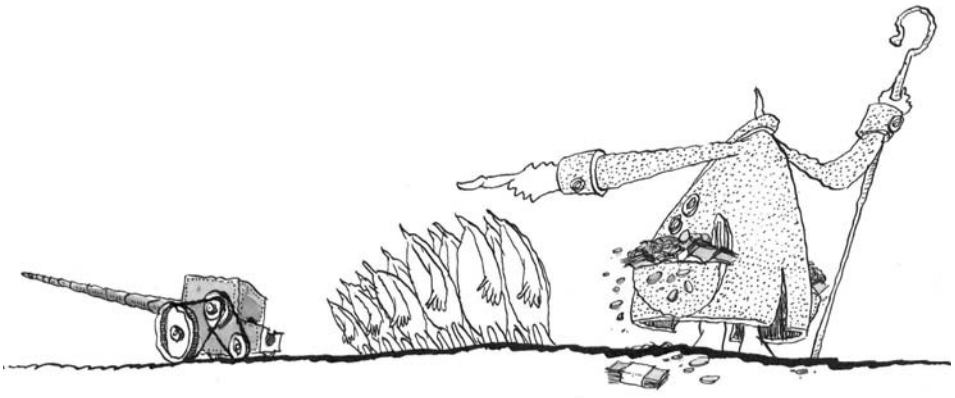
Les principales mesures proposées portent sur le parcours scolaire, l'enseignement et les apprentissages, les langues, l'accompagnement de l'élève, l'orientation, la promotion de l'excellence.

Ces mesures sont en grande partie inspirées des pratiques des écoles. Le ministère en généralise l'idée tout en laissant une marge de manœuvre pour leur mise en pratique. Ainsi, chaque établissement devra et pourra les adapter à ses propres exigences, en tenant compte de son profil.

À l'instar du proverbe africain qui dit qu'il faut tout un village pour élever un enfant, la réussite des élèves relève de la responsabilité d'une multitude d'acteurs : des élèves et des parents d'abord, puis des enseignants, du personnel socioéducatif. Ils ont les uns et les autres des droits et des devoirs pour assumer cette responsabilité.

Certes, l'école ne peut pas résoudre tous les problèmes d'une société, mais elle est un élément-clé pour répondre aux défis de l'adaptation nécessaire d'un pays aux changements d'ordre socioéconomique, technologique, culturel et démographique.

L'école doit s'ouvrir au monde et veiller à ce que le parcours scolaire de l'élève soit organisé de façon à ce que chacun entre en contact avec ce monde, que ce soit au niveau culturel ou social ; la réforme prévoit également des mesures dans ce sens.

L'éducation est un enjeu décisif de l'avenir d'un pays. Il s'agit de qualifier au plus haut niveau et de faire face aux besoins d'une économie compétitive, exigeante. Le monde, la société ont muté et mutent encore, nous en ressentons le poids et c'est au système éducatif et à ses acteurs de suivre avec la même vitalité. Le défi est de taille ! La réforme scolaire bouscule nécessairement des habitudes ancrées depuis de nombreuses années, laissant un sentiment d'insécurité devant un avenir à construire ensemble. Il faudra du temps pour mettre en œuvre et maîtriser ces nouveaux concepts. Le chemin n'est pas sans embûches, ni doutes. Il faut la participation active et constructive de tous les acteurs, la bonne volonté, l'effort de compréhension de tous, un dialogue loyal de part et d'autre pour que la réussite de cet enjeu soit assurée. Le bonheur de nos jeunes et le bien de notre pays n'en valent-ils pas la peine ? ◆

**Ministère de l'Éducation nationale**
**SCRIPT**
(Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogique et technologique)